



## Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIXe siècle

23 | 2001

Nouvelles approches en histoire économique

---

### Jacques-Olivier BOUDON, *Paris, capitale religieuse sous le Second Empire*

Paris, Éditions du Cerf, 2001.

Jean-Claude Caron

---



#### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/331>

DOI : 10.4000/rh19.331

ISSN : 1777-5329

#### Éditeur

La Société de 1848

#### Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2001

Pagination : 265-268

ISSN : 1265-1354

#### Référence électronique

Jean-Claude Caron, « Jacques-Olivier BOUDON, *Paris, capitale religieuse sous le Second Empire* », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 23 | 2001, mis en ligne le 15 octobre 2002, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/331> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rh19.331>

---

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Tous droits réservés

---

# Jacques-Olivier BOUDON, *Paris, capitale religieuse sous le Second Empire*

Paris, Éditions du Cerf, 2001.

Jean-Claude Caron

---

Cet important ouvrage constitue la version publiée de l'habilitation à diriger des recherches de Jacques-Olivier Boudon. Il apparaît comme le prolongement de *L'épiscopat français à l'époque concordataire (1802-1905)*, publié cinq ans auparavant. En recentrant le regard sur Paris, l'auteur fournit une monographie religieuse de la ville pour une période relativement brève, mais riche en événements et déterminante dans l'histoire de l'Église de France. Paris, capitale politique, économique, culturelle est aussi une capitale religieuse. Le fait que Lyon soit le siège du primat des Gaules ne change rien à l'affaire. La proximité du pouvoir politique, des représentants des puissances temporelles et spirituelles --ainsi du nonce du pape--, mais aussi l'histoire tumultueuse de Paris insurgé, qui verra deux de ses archevêques y laisser la vie (Mgr Affre en juin 1848, Mgr Darboy en mai 1871, sans compter Mgr Sibour, assassiné en 1857 par un prêtre atteint de démence), donnent à la capitale une dimension qu'aucune autre cité diocésaine n'est en mesure de contester. Mais il y a plus : en devenant le cœur et le cerveau de la tradition gallicane ou néogallicane, représentée à des degrés divers par les prélats que furent Mgr Sibour, Mgr Morlot et Mgr Darboy, Paris apparaît comme la principale force de résistance aux progrès de l'ultramontanisme. Encore convient-il d'ajouter, dans ce ménage à trois, le gouvernement impérial, soucieux de s'appuyer sur une Église forte et unie, mais également, surtout à partir de 1859, obéissante. Or la question italienne change profondément la donne.

Jacques-Olivier Boudon privilégie trois axes : l'attraction parisienne, l'hausmannisation religieuse, la volonté de commandement. Dans le premier axe, il met en évidence le dynamisme d'un clergé qui connaît un vigoureux essor quantitatif, et pas du seul fait de l'agrandissement de Paris. On "monte" facilement à Paris, depuis le sud du Massif central, la Corse ou l'Alsace en particulier, dans l'espoir d'y faire carrière : plus de la moitié des clercs parisiens viennent de province. Mais l'auteur montre aussi la grande

disparité des statuts de ces clercs, dont un certain nombre de déclassés, attirés par les lumières de la Ville et réduits à une situation misérable. Plus rentables, les cures parisiennes sont recherchées, alors que celles de banlieue --que l'auteur inclut dans son étude et sur laquelle on trouve quelques remarquables analyses-- attirent moins : la mobilité y est plus faible, les revenus inférieurs, la pratique parfois désespérément basse. Paris a le privilège de posséder des centres de formation qui, pour être souvent mal vus de Rome, n'en constituent pas moins un pôle intellectuel unique : faculté de théologie, que l'abbé Maret s'emploie à redynamiser, mais dont Rome ne reconnaît pas les diplômés ; séminaire de Saint-Sulpice, à la réputation gallicane établie, d'où sortent 1 200 prêtres entre 1852 et 1870 ; École des Carmes, aux ambitions savantes affirmées, mais dont les effectifs demeurent faibles.

Paris est aussi une ville de congrégations, dont certaines connaissent un véritable âge d'or, comme les Lazaristes, le Saint-Esprit, les Jésuites, les Capucins ou les frères des Écoles chrétiennes. Leur nombre augmente de 50 % sous le Second Empire, avec une forte sur-représentation féminine. Cela provoque l'exaspération des autorités politiques, surtout dans les années 1860, comme le démontre le cas du ministre Rouland, mais aussi de l'archevêque, soucieux de garder le contrôle de "son" clergé. Ainsi se dessine un conflit entre les Jésuites ou les Capucins et Mgr Darboy, qui les soupçonne d'être des agents de Rome en charge de le déstabiliser. La question sociale, prise en considération par le clergé parisien, aboutit à la multiplication des œuvres, comme la Société de Saint-Vincent-de-Paul (fondée en 1833), l'Œuvre des apprentis (Armand de Melun), l'Œuvre des Saintes-Familles ou la Société de Saint-François-Xavier. Ce paternalisme religieux vise à encadrer les classes populaires. Mais, là encore, le pouvoir politique s'inquiète d'une puissance montante et entreprend, par exemple, de limiter celle de la Société de Saint-Vincent-de-Paul. Chaque colonie étrangère dispose de son encadrement (ainsi des Flamands, Allemands, Polonais ou Italiens), ainsi que les colonies provinciales.

Ainsi que le démontre Jacques-Olivier Boudon, Paris-Janus, la ville du vice et de la vertu, apparaît déconcertante aux yeux mêmes du clergé : si une faible minorité de pratiquants communiant fréquemment y subsiste, au total seuls 15 à 16 % de pascalisans sont dénombrés, une proportion qui peut tomber à 5 % dans certains quartiers populaires. Le détachement est plus fort encore en banlieue où le taux global de pascalisans stagne autour de 7,5 %, moins encore dans la banlieue nord. On observe toutefois une légère remontée à la fin de l'Empire, surtout dans la partie sud. Ces chiffres globaux dissimulent une forte disparité entre hommes et femmes. À cette pratique résiduelle s'oppose une occupation de l'espace que traduisent les nombreuses érections d'églises durant la période : 22 sont achevées ou commencées, sur 43 durant tout le XIX<sup>e</sup> siècle. Parmi les plus célèbres, hormis l'achèvement de Notre-Dame-de-Paris par Viollet-le-Duc et Lassus, figurent Saint-Augustin, due à Baltard, la Trinité ou encore Saint-Ambroise, due à Ballu. La ville est parfois obligée de contribuer financièrement, voire de se substituer à des entreprises défailtantes, du fait de la mauvaise gestion de certains clercs. Si le néo-gothique résiste bien (ainsi Saint-Jean-Baptiste à Belleville), l'éclectique s'impose. Concernant les pratiques cultuelles, Mgr Sibour souhaiterait que la pompe soit réduite, mais il peine à faire accepter cette idée à des prêtres pour qui le décorum joue un rôle capital dans la religion. Mais les archevêques eux-mêmes se plient de bonne grâce aux fastueuses cérémonies dont Notre-Dame est le cadre (mariage du couple impérial, baptême du prince héritier, *Te deum* pour diverses occasions, etc.) et leur traitement en fait des notables de haut

rang : Mgr Morlot, déjà cardinal avant sa nomination, culmine ainsi l'archevêché, la grande aumônerie, un titre de sénateur et devient même, insigne honneur, membre du Conseil privé.

Chacun des trois titulaires successifs de l'archevêché de Paris est conscient de la primauté religieuse de la capitale. Malgré des parcours antérieurs différents, entre un Sibour républicain issu du mennaisianisme, un Morlot monarchiste et un Darboy impérialiste convaincu, tous trois ont soutenu un régime qui leur est apparu comme un rempart contre l'ultramontanisme. Revendiqué ou tacite, leur gallicanisme les réunit. Ils tachent d'entretenir de bonnes relations avec leur ministre de tutelle (Fortoul et Rouland notamment), et en attendent un soutien ferme lorsque Rome tente de s'immiscer dans les affaires de l'Église de France. Sur ce point, on peut parler d'osmose entre le régime et l'archevêché. Les années 1860 voient la nomination de nombreux évêques issus du clergé parisien et gallicans déclarés comme Darboy à Nancy (avant Paris où il est nommé malgré l'opposition du pape), Cruice (directeur de l'École des Carmes) à Marseille ou Baudry (professeur influent à Saint-Sulpice) à Périgueux. Au total, entre 1859 et 1870, 14 évêques sur 54 sont choisis au sein du clergé parisien. C'est dire l'influence intellectuelle du Paris religieux et, indirectement, de son archevêque, qui tend à s'imposer comme le vrai primat de l'Église de France. Entre la méfiance papale et le soutien gouvernemental, les titulaires du poste doivent aussi affronter leurs collègues, dont ceux qui professent des positions ultramontaines, mais plus largement tous ceux qui se méfient d'une volonté quelque peu impérialiste de l'archevêque de Paris. Certes, l'Église, comme les forces politiques, cultive une image de centralisation au sein de laquelle Paris constitue un lieu à la fois réel et symbolique de concentration du pouvoir qui n'est pas remis en cause. Mais le néogallicanisme d'un Darboy, en particulier, qui fut le chef de la minorité épiscopale hostile à l'infaillibilité papale (environ un tiers des évêques français), indispose tous ceux qui voient en lui le promoteur d'une Église à la fois trop nationale et trop inféodée au pouvoir politique. Les réseaux ultramontains, dont Jacques-Olivier Boudon met en évidence la diversité, sont puissants, appuyés par le nonce, notamment Mgr Chigi, en fonction à Paris à partir de 1861. *L'Univers*, dirigé par Louis Veuillot, est le grand organe de l'intransigeantisme et mène une guerre parfois très dure aux différents archevêques de Paris. Si son tirage n'est guère élevé (6 000 à 8 000 exemplaires au maximum), son audience est réelle dans le bas clergé. Son interdiction de 1860 à 1867 pour cause d'opposition à la politique italienne de l'Empereur le pose en martyr de la cause. À Paris, les intransigeants occupent une place non négligeable dans les œuvres sociales et peuvent s'appuyer sur des congrégations très actives. Jacques-Olivier Boudon montre bien comment à une conception libérale de l'action sociale (concilier industrie et chrétienté) s'oppose une conception traditionaliste (qui veut agir dans le cadre d'une société de type corporatiste). Les divergences qui opposent le pape et Mgr Darboy, et dont témoigne leur correspondance, atteignent un niveau de virulence qui n'est pas sans étonner : on sort alors d'un conflit feutré pour entrer dans un affrontement politique, le pape refusant obstinément d'accorder le chapeau de cardinal à l'archevêque de Paris, malgré les pressions de moins en moins amicales de l'Empereur en personne.

Au total, cet ouvrage est d'une grande richesse. Jacques-Olivier Boudon fournit un panorama sans équivalent d'une Église à la fois locale par son enracinement et nationale par son influence. Dire qu'il n'épuise pas le sujet revient à constater que certains chapitres auraient pu faire en eux-mêmes l'objet d'une étude particulière -- ainsi de l'haussmannisation religieuse de la capitale--, sans compter ceux qui ne sont

pas vraiment abordés --ainsi des relations de l'Église catholique, seule étudiée ici, avec les autres Églises, ou des formes et du discours d'un anticléricalisme parfois toléré, voire encouragé par le pouvoir, et auquel répond l'Église. La maîtrise de la source est impressionnante, le récit clair et nuancé, les conclusions nettes. L'ensemble démontre toute l'importance d'une histoire sociale de l'Église : si l'institutionnel est relativement bien connu, il reste encore à découvrir des aspects importants concernant les individus, les groupes, les réseaux. D'autres recherches sont donc souhaitables : elles permettraient en particulier de mieux appréhender encore l'articulation Paris-province, cette spécificité française décidément omniprésente.